

De l'excès d'habileté au retournement de veste

Autor(en): **Jaggi, Yvette**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **33 (1996)**

Heft 1277

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1025603>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

DOMINANCE DU PUBLIC

De l'excès d'habileté au retournement de veste

PETER BODENMANN ET Franz Steiner ont beau présider les deux partis qui ont rassemblé le plus de suffrages lors des dernières élections au Conseil national, soit 21,8% (+3,3 points par rapport à 1991) pour les socialistes et 20,2% (-0,8 points) pour les radicaux. Ces deux messieurs, descendus à Berne depuis les hauteurs du réduit alpin, viennent de céder devant le Zurichois Blocher, véritable patron de la plus petite formation gouvernementale, l'UDC, dont le poids au plan national a passé l'an dernier de 11,9% à 14,9%.

Au point que, sur l'Europe, le parti démocrate-chrétien, pourtant faiblement présidé et virtuose du double langage, apparaît comme le seul parti représenté au Conseil fédéral à soutenir la position gouvernementale vis-à-vis de Bruxelles: conclure les négociations bilatérales avant de ressortir la demande d'adhésion déposée par la Suisse depuis le printemps 1992 et gelée après le refus populaire de l'EEE.

Beaucoup trop attentif à mon sens aux variations supposées de l'opinion publique et aux changements de climat instillés par la presse, Peter Bodenmann prend le baromètre pour une boussole, confondant l'instrument de mesure avec un outil d'orientation. Il fonde trop ses décisions sur les sondages et les rumeurs, pas assez sur les convictions et les principes.

Cette curieuse technique de pilotage peut certes amener le succès immédiat, en termes de suffrages et de sièges gagnés, comme on l'a vu en automne 1995. Mais un parti ne vit pas seulement de l'habileté tactique de ses dirigeants, il a besoin de se sentir aussi une dimension stratégique, une profondeur idéologique.

A cet égard, je trouve totalement inadmissible la nouvelle position du PS sur l'Europe, telle que reflétée à l'issue des entretiens tenus à la Maison de Wattenville ce 8 novembre. Ainsi donc le parti qui s'est présenté – et a été compris – comme le plus «européen» aux élections nationales de l'an dernier se retrouve aligné derrière l'UDC, autre grande gagnante des mêmes

élections et viscéralement opposée au processus de rapprochement de la Suisse avec l'Europe unie!

Repli tactique, paraît-il. Toujours cette habileté à l'échelle du coup à faire, des circonstances à exploiter, du scoop à livrer. Mais cela ne suffit pas pour fonder un pareil retournement.

Une telle conversion aurait pourtant pu se justifier: car si l'Europe n'est plus un simple supermarché commun, elle ne constitue pas encore un vrai rassemblement des citoyens, des cultures, des pouvoirs locaux. La révision du Traité de Maastricht, qui devrait mieux prendre en compte le principe de subsidiarité, manque sérieusement de rythme – et peut-être de conviction. L'Europe sociale surtout tarde à se faire, que pour des raisons inverses les patrons et les salariés jugent moins souhaitable, voire impossible, dans la conjoncture actuelle.

Mais on ne trouve rien de tout cela dans l'option soudainement prise de sauver le résultat, toujours hypothétique, des laborieuses négociations bilatérales qui devraient s'achever prochainement. Il s'agit au contraire, tout simplement, de faciliter l'acceptation de ces résultats par ceux qui les ont

constamment niés et refusés d'avance. Sans contrepartie assurée.

A mesurer sa propre influence, M. Blocher doit bien rigoler. Et il aurait tort de se gêner, lui devant qui même le parti socialiste s'aligne, sans se soucier d'expliquer son revirement par des raisons valables – et il y en aurait.

A défaut de telles explications de fond, il ne reste que la forme, la surface, l'image. Celle de l'opportunisme et de la lâcheté. L'histoire européenne de ce siècle fourmille déjà de ce genre de démissions devant le nationalisme, l'égoïsme, la démagogie. Jusqu'ici, la gauche réformatrice avait bien résisté, en Suisse comme en Europe. Peter Bodenmann crée une dangereuse première, incompatible avec la tradition internationaliste du parti, incompréhensible pour les militants, inadmissible pour la jeunesse de ce pays et pour la relève dont le parti a si furieusement besoin.

YJ